

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mardi 18 juillet 1967

Quarante-troisième session

à 15 h 15

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 2 de l'ordre du jour:

Examen général de la politique économique et sociale internationale (suite)

Orateurs:

	Pages
M. Zollner (Dahomey)	85
La princesse Achraf Pahlavi (Iran)	86
M. Prebisch (CNUCED)	87
M. Kidron (Observateur d'Israël)	88
M. Yasseen (Observateur de l'Irak)	88
M. Khallaf (Observateur de la République arabe unie)	89
M. Attiga (Libye)	89
M. Busniak (Tchécoslovaquie)	89
M. Zakharov (Union des Républiques socialistes soviétiques)	89

E/CN.11/L.184, E/CN.11/L.185/Rev.1 ; E/CN.12/767, E/CN.12/768 ; E/CN.14/370, E/CN.14/397 ; E/ECE/656 (suite)

1. M. ZOLLNER (Dahomey) dit qu'il n'ajoutera rien au débat sur les deux premières questions que le Conseil a choisies comme principaux thèmes de sa présente session, c'est-à-dire l'assistance alimentaire multilatérale et la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. Il se bornera à faire quelques observations sur la troisième question, celle de la planification, condition essentielle d'un développement harmonieux.

2. A l'échelon national, d'abord, on constate qu'actuellement la plupart des pays ont des plans au moins à moyen terme, ce qui paraissait une utopie il y a quelques années. La planification est particulièrement capitale pour les pays en voie de développement, qui doivent exploiter au mieux les ressources limitées dont ils disposent. Elle consiste à déterminer les branches d'activité prioritaires et à prévoir les moyens qui permettront d'atteindre les objectifs définis, en se gardant de projets trop ambitieux qui risquent de décevoir gravement les enthousiasmes suscités au départ et en sachant faire la part du hasard. Le Dahomey en est à son deuxième plan quadriennal. Le premier, qui couvrait la période 1962-1966, était trop ambitieux. Il a permis d'organiser la production intensive du coton et de l'arachide et de fournir un cadre à la production du palmier à huile, mais il a été un échec partiel dans le domaine industriel. Le deuxième plan, pour la période 1966-1970, a un caractère intérimaire et tient compte des erreurs du précédent. Il est axé sur l'agriculture et prévoit l'extension des cultures industrielles d'exportation et des cultures vivrières. Le Dahomey devrait ainsi s'être donné des bases solides de planification pour l'avenir.

3. Il s'agit maintenant de transposer au niveau international l'expérience acquise à l'échelon national, où l'impossible s'est révélé possible. Ce sera une entreprise difficile. L'échec maintenant confirmé de la Décennie des Nations Unies pour le développement le prouve. Cet échec est dû, avant tout, à la carence des pays développés, qui n'ont pas la volonté politique de proportionner l'aide qu'ils fournissent aux pays en voie de développement à l'accroissement de leur propre revenu national. A cela s'ajoute le fait que la Décennie a défini des objectifs sans prévoir les moyens de les atteindre.

4. Le Dahomey relève avec intérêt la proposition relative à la deuxième décennie du développement formulée par le Comité de la planification du développement dans son rapport sur sa deuxième session (E/4362 et Corr.1). Elle esquisse un embryon de plan mondial de développement. A la huitième session de la

Président : M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Grèce, Irak, Israël, Italie, Japon, Portugal, République arabe unie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (E/4332, E/4343, E/4352 et Corr.1 et Add.1, E/4353 et Add.1 et Add.1/Corr.1, E/4361, E/4362 et Corr.1, E/4363 et Add.1 et 2, E/4370, E/4378, E/4392, E/4396 et Add.1 à 3 et Add.1/Corr.1 ;

CEA, un ministre africain a préconisé une sorte de plan Marshall pour l'Afrique, sous forme d'un apport massif de capitaux et de personnel technique. Ce plan pourrait s'appliquer à tous les pays en voie de développement. Cependant, les pays développés ne sont pas prêts à apporter une aide suffisante et notamment les capitaux qui, quoi qu'on puisse dire, sont nécessaires pour résorber le goulot d'étranglement que constitue le sous-développement des ressources humaines. Comme l'a déclaré le Pape Paul VI dans son encyclique *Populorum progressio*, pour être efficaces, les efforts ne doivent pas rester dispersés ou isolés; la situation exige des programmes concertés qui, en aménageant le monde, valoriseront l'homme.

5. De plus en plus nombreux sont les particuliers qui se préoccupent aussi des problèmes que pose le transfert rationnel de ressources à l'échelle mondiale. Cinq cents chercheurs appartenant au club « Technique et Démocratie » viennent de présenter un projet de plan mondial de résorption du sous-développement, aux termes duquel le taux d'investissement dans les pays en voie de développement devrait atteindre 24 % du produit national. Les pays développés devraient consacrer 4 % de leur produit national au développement. L'aide s'accroîtrait de 10 % pendant 15 ans, puis diminuerait progressivement pour être supprimée dans 50 ans. Les pays en voie de développement rattraperaient finalement leur retard vers la fin du XXI^e siècle seulement. Cet exercice d'école montre néanmoins la gravité du problème. Il est temps que l'opinion publique en prenne conscience dans les pays développés. Il ne s'agit pas de sacrifier la Corrèze au Zambèze, mais bien de servir autant le Zambèze que la Corrèze.

6. La princesse Achraf PAHLAVI (Iran) dit qu'elle ne peut se défendre d'un certain pessimisme devant l'analyse lucide de la situation générale qui a été faite dans les rapports soumis au Conseil et au cours du débat, notamment dans le message du Secrétaire général (1480^e séance). On se trouve devant une multitude de faits alarmants et de problèmes: insuffisance du taux moyen de croissance par habitant des pays en voie de développement, qui est actuellement de 2,3 % par an et ne dépasse pas 1,9 % en Asie, alors que l'objectif modeste fixé par la Décennie des Nations Unies pour le développement était de 5 %; perte de vitesse de l'aide internationale; extrême gravité de la situation des pays en voie de développement, qui ont de multiples problèmes de caractère permanent ou nouveau à affronter. Il est difficile de prétendre que les efforts collectifs de la communauté internationale ont répondu à l'attente du monde et illusoire de croire que la persistance de cet état de choses ne constitue pas un danger sérieux pour l'avenir de l'humanité et la paix du monde.

7. Malgré son demi-échec, la Décennie a néanmoins été utile. Etape préliminaire, elle a surtout suscité chez tous les pays une prise de conscience salutaire des problèmes. La prochaine décennie devra être plus ambitieuse et plus fructueuse et tenir compte des leçons de la précédente. Il faut la préparer sérieusement et s'interroger sur les responsabilités de chacun dans le

grand problème du développement, qui est devenu aujourd'hui le nom le plus connu de la paix. L'Iran a entrepris il y a quelques années une profonde révolution sociale et a lancé un programme de développement ambitieux. Cette expérience lui permet d'avoir des vues concrètes sur la question.

8. Le problème du développement concerne tous les pays. L'économie mondiale présente à bien des égards les caractéristiques d'une économie sous-développée, désarticulée, dont les possibilités de croissance sont sans rapport avec les immenses progrès de la science et de la technique et où les masses des travailleurs et des producteurs ne participent pas à l'effort général. Il est temps de comprendre que la plupart des problèmes actuels viennent de la survivance d'un ordre économique international dont les structures sont périmées, et d'adopter une conception globale et planétaire, courageuse et lucide, de l'économie. Seule cette optique nouvelle permettra de trouver des solutions dans une coopération internationale véritable.

9. La responsabilité du développement incombe au premier chef aux pays en voie de développement eux-mêmes. Comme l'a écrit Sa Majesté Impériale le Chahinchah d'Iran, ces pays doivent s'engager dans la voie de l'effort et de la lutte qui peuvent seuls conduire à l'amélioration de leur sort. La mobilisation des ressources matérielles et humaines doit s'accompagner de profondes réformes de structure, coûteuses mais payantes, comme la réforme agraire accomplie en Iran l'a prouvé. Le développement ne souffre pas de demi-mesures et de compromis. Il ne s'agit pas de détruire les traditions d'une société, mais de les accorder avec les exigences du présent et de l'avenir. Des erreurs peuvent être et ont été commises dans la conception et l'exécution des plans: dépenses ruineuses de prestige, armement poussé à outrance, gonflement de l'appareil bureaucratique, tendance à trop s'en remettre à l'aide financière extérieure. Chaque pays doit faire son autocritique au lieu de rejeter toute la responsabilité sur les calculs de l'étranger ou l'indifférence des riches. Il doit créer le climat psychologique approprié et en particulier livrer un dur combat contre l'analphabétisme. A cet égard, il faut rendre hommage à l'action menée par l'UNESCO dans le cadre de la Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle. D'ailleurs, aucune initiative nationale ne peut réussir entièrement si les conditions ne sont pas favorables sur le plan international.

10. Les pays développés, qui forgent la culture technique et scientifique et monopolisent la plus grande partie des ressources financières et productives du monde, ont un grand rôle à jouer. Ils peuvent remédier par une assistance appropriée à la pénurie de ressources financières, techniques et humaines des pays moins avancés en répondant plus nombreux, suivant l'exemple de la France, au vœu de l'Assemblée générale qui leur recommandait de consacrer 1 % de leur revenu national à l'aide au développement. Peut-être, d'ailleurs, la détérioration continue de la situation économique des pays pauvres a-t-elle contribué au ralentissement de l'activité dans les pays industriels, car tous sont embarqués sur le même navire. Les pays

avancés peuvent beaucoup aussi pour supprimer les obstacles au développement, notamment sur le plan du commerce. Il faut espérer que des mesures pratiques seront prises à cet égard lors de la deuxième session de la CNUCED. D'autre part, la division internationale du travail ne doit pas continuer à se faire au désavantage des pays moins avancés. L'aide au développement n'est pas de la charité mais un investissement, et tous les pays doivent lutter ensemble dans la perspective globale de l'économie mondiale.

11. L'action de l'Organisation des Nations Unies dépend de la volonté des Etats qui la composent. Malgré ses limitations, cette action est loin d'être négligeable. La somme de 350 millions de dollars par an que l'on espère recueillir pour le PNUD d'ici à 1970 représente, il est vrai, moins d'une journée des dépenses militaires du monde; néanmoins, le PNUD a rendu des services réels. Les Nations Unies ont à leur actif d'autres réalisations utiles. Mais le soutien de tous les Etats et leur volonté de coopérer à une œuvre constructive, dans l'esprit de la Charte, sont indispensables pour que les organismes des Nations Unies deviennent le puissant catalyseur qu'ils pourraient être. S'ils restent les instruments d'une politique statique à courte vue, ils sont voués à l'impuissance et à la mort. L'Iran se félicite de l'importance accordée à la question clé de la coordination et de l'accord intervenu sur la question délicate de l'inspection, qui permet de bien augurer de l'avenir. Il espère néanmoins que le souci de coordination ne provoquera en aucun cas la prolifération de nouvelles structures administratives.

12. Quant à l'expansion démographique, elle n'est pas en soi une calamité. La clé du développement étant dans le travail et le génie créateur de l'homme, toute naissance est un capital inestimable. Mais des structures socio-économiques déficientes empêchent l'utilisation des ressources humaines existantes. Dans l'immédiat, il faut espérer que la mise en œuvre du programme d'action concertée et du plan de cinq ans annoncés par le Secrétaire général dans son message commencera le plus tôt possible. Le problème démographique est lié à celui de la faim et de la sous-alimentation, dont le Secrétaire général et le Directeur général de la FAO (1482^e séance) ont souligné le caractère angoissant. Il faut prévoir pour 1970 une augmentation des besoins en céréales de l'ordre de 9 millions de tonnes. L'assistance alimentaire multilatérale permettra, dans l'immédiat, de sauver des vies humaines. Mais il ne faut pas oublier le long travail de transformation des structures qui est nécessaire, et le Plan indicatif mondial de la FAO pour le développement agricole devra bénéficier de l'appui d'autres organisations.

13. Le pouvoir de destruction de l'humanité croît très rapidement: évalué en tonnes de TNT, il représente 24 tonnes pour chaque habitant de notre planète, auquel on ne peut assurer 24 kg de blé ou de riz. Le Conseil doit chercher les moyens de transformer l'art de tuer en art de vivre et servir ainsi la cause des droits de l'homme.

14. M. PREBISCH (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le déve-

loppement)¹ dit qu'il se doit de signaler certains faits au Conseil à l'approche de la deuxième session de la CNUCED, qui se tiendra à New Delhi. Il est regrettable que la Décennie des Nations Unies pour le développement soit vouée à l'échec parce que les pays n'ont pas pris, en commun, les diverses mesures nécessaires pour inverser la tendance qui enferme certains pays dans leur sous-développement et qui est imputable dans une large mesure au manque de prévoyance, aussi bien sur le plan international que sur le plan national, de tous les pays. On n'a pas encore accordé suffisamment d'attention au fait que les pays en voie de développement manquent du dynamisme économique qui leur permettrait d'utiliser à plein les possibilités que leur ouvre un accroissement constant de leur population active. Le surcroît de population active, forcé de quitter la terre, en raison, notamment, de l'existence de régimes fonciers archaïques, sans pouvoir s'intégrer au secteur moderne de l'économie, reste, en grande partie, en marge de la vie nationale. M. Prebisch est de plus en plus convaincu que la technique a, à certains égards, des conséquences préjudiciables aux pays en voie de développement: elle crée dans ces pays des contradictions extraordinairement graves. Elle a, sur la demande mondiale de produits primaires exportés par des pays en voie de développement, des incidences qui sont bien connues; pourtant, rien de positif n'a été fait au cours des 20 dernières années pour neutraliser cet effet de la technique en créant de nouvelles exportations, tout particulièrement des exportations de produits industriels. De plus les pays en voie de développement n'ont pas les moyens d'assimiler les découvertes techniques ni d'en profiter parce qu'ils manquent des capitaux nécessaires, d'autant qu'ils ont à faire face à l'expansion démographique que l'on sait. Il se crée de ce fait une situation explosive qui ira en s'aggravant, si tous les pays ne se décident pas à coopérer pour prendre les mesures appropriées.

15. Dans cet ordre d'idées, deux problèmes essentiels se posent; l'un concerne la politique commerciale, l'autre la politique financière. En premier lieu, il convient de signaler que la politique de libéralisation commerciale en faveur des pays en voie de développement — l'exemple du sucre en est une preuve — a totalement échoué, car les pays développés ont préféré continuer à produire, à des coûts très élevés, des denrées que les pays en voie de développement étaient en mesure de leur fournir à des prix bien inférieurs et dans de meilleures conditions d'efficacité. En ce qui concerne les exportations de produits industriels, la récente déclaration faite par le Président des Etats-Unis, lors de la réunion des chefs d'Etat américains à Punta del Este, permet d'espérer que la tendance actuelle est sur le point de s'inverser. M. Prebisch exprime l'espoir que, lors de la deuxième session de la CNUCED, les grandes puissances se déclareront prêtes à ouvrir leurs marchés aux produits en provenance des pays en voie de développement. Il indique à ce sujet qu'il a proposé au représentant du Secrétaire général,

¹ Le texte *in extenso* de la déclaration de M. Prebisch a été publié sous la cote E/L.1170.

aux secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales et aux chefs des secrétariats de la FAO, du GATT et du PNUD d'envisager de mettre sur pied un programme d'activités communes en matière de promotion des exportations. Il souhaite que l'ONUDI se joigne à cet effort.

16. Abordant la question de la politique financière, M. Prebisch déplore que, dans la plupart des pays en voie de développement, l'apport de ressources nouvelles se soit révélé insuffisant pour compenser ne serait-ce que la charge que représente la dette extérieure. C'est le cas en Amérique latine, et la situation de tous les pays en voie de développement risque d'être tout aussi tragique dans quelques années. De ce fait, ces pays sont très loin d'avoir atteint l'objectif fixé pour la Décennie du développement, à savoir un taux de croissance de 5 %. Il est certain que sans une plus large coopération financière internationale on ne réussira pas à remédier au manque de dynamisme dont fait preuve l'économie des pays en voie de développement. Dans certains cas, le problème ne pourra pas être résolu sans un taux de croissance économique de 7 %. Il faudra donc fournir à ces pays des ressources supplémentaires, et M. Prebisch espère que des propositions concrètes seront présentées à ce sujet à la deuxième session de la CNUCED.

17. En conclusion, M. Prebisch souligne que la complexité et l'ampleur des problèmes qui se posent sont telles qu'ils ne pourront être résolus que grâce à la coopération internationale de tous les pays, développés et en voie de développement ; il importe que tous les pays comprennent la nécessité d'une stratégie globale du développement pour susciter les réformes économiques et sociales indispensables dans le monde.

18. M. KIDRON (Observateur d'Israël), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, souligne à quel point il est intolérable, à l'époque des voyages interplanétaires, que des millions de personnes vivent encore en dessous du niveau de subsistance ; c'est pourquoi le développement doit être aujourd'hui la préoccupation de chacun. Or, lorsqu'on pense au développement, la première idée qui vient à l'esprit est celle de l'aide financière, dont le montant annuel devrait, selon le représentant de la BIRD (1483^e séance), être supérieur de 3 à 4 milliards de dollars à ce qu'il est aujourd'hui. Malheureusement, il ne suffit pas d'accroître les capitaux d'investissement destinés aux pays en voie de développement, puisque de ce fait ces pays contractent une dette extérieure encore plus élevée. Il serait préférable de fournir ces capitaux à des conditions non commerciales et notamment d'accroître les ressources dont dispose l'AID. A ce sujet, M. Kidron rappelle qu'Israël a présenté à la première session de la CNUCED une proposition, connue sous le nom de proposition Horowitz², qui permettrait à l'AID de se procurer de grandes quantités de capitaux à des taux commerciaux sur les marchés financiers mondiaux et

de les prêter aux pays en voie de développement à ses conditions habituelles, la différence entre les deux taux d'intérêt étant compensée par les pays développés.

19. La question de l'aide financière est inséparable de celle de la coopération technique, sans laquelle le développement est irréalisable et qui est en outre une des activités dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies et les organes qui en dépendent ont obtenu le plus de succès. Cette coopération technique entre tous les pays, développés ou en voie de développement, a été extrêmement fructueuse, notamment en ce qui concerne la coopération entre pays en voie de développement, sous forme bilatérale ou dans le cadre du PNUD. L'expérience d'Israël en la matière l'a convaincu qu'il existe d'innombrables possibilités d'étendre et de diversifier ce type de coopération.

20. Tout en regrettant que les résultats des négociations Kennedy n'aient pas été aussi complets qu'on pouvait l'espérer et que de nombreux problèmes commerciaux des pays en voie de développement restent encore sans solution, M. Kidron se félicite que la récente déclaration faite par le Président des Etats-Unis à Punta del Este ait relancé la discussion sur les préférences douanières en faveur des pays en voie de développement. Il forme le vœu que la réunion du Groupe des préférences de la CNUCED qui se tient actuellement et la deuxième session de la CNUCED donnent d'intéressants résultats en la matière.

21. Il ne faudrait cependant pas oublier qu'il ne suffit pas d'accorder un tarif préférentiel aux articles manufacturés en provenance des pays en voie de développement, mais que ces pays doivent diversifier leurs produits industriels d'exportation en créant de nouvelles industries compétitives. Ils devraient employer toutes les techniques nouvelles d'exportation telles que les études de marchés, les techniques d'emballage, de transport, de publicité. C'est dans ce domaine que la coopération internationale, sous toutes ses formes, peut leur être extrêmement utile.

22. En terminant, M. Kidron dit qu'il regrette que certains membres du Conseil aient jugé bon de lancer contre son pays des accusations qu'il dément entièrement. Le Conseil économique et social n'est pas l'enceinte où les problèmes du Moyen-Orient doivent être évoqués, alors que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité en sont déjà saisis. M. Kidron se gardera d'entraîner le Conseil plus loin encore dans une question qui sort de sa compétence, mais il se réserve le droit d'intervenir dans le débat relatif à la proposition de l'URSS concernant l'inscription d'une question supplémentaire à l'ordre du jour du Conseil (E/4409).

23. M. YASSEEN (Observateur de l'Irak), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, dit qu'étant donné le désastre que vient de subir l'économie du Moyen-Orient et par conséquent l'économie mondiale dans son ensemble, le Conseil est hautement qualifié, conformément à l'article 62 de la Charte des Nations Unies, pour prendre à ce sujet toute mesure utile dans le domaine économique et social. Les pays arabes ont subi un préjudice économique considérable

² Voir *La proposition Horowitz, rapport du secrétariat de la Banque, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Washington, D.C., février 1965.*

par suite de l'agression israélienne, et il serait inconcevable que des Etats épris de justice ne soient pas soulevés d'horreur devant une agression commise contre de petits pays, agression qui montre que tôt ou tard ces petits pays devront se soumettre aux intérêts égoïstes de certaines puissances colonialistes.

24. M. KHALLAF (Observateur de la République arabe unie), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, dit qu'il ne voudrait pas ouvrir le dossier politique de l'affaire du Moyen-Orient, mais que les conséquences économiques et sociales de l'agression israélienne sont telles que le Conseil est tout à fait en droit de l'évoquer. Les Arabes ont toujours maintenu, depuis que les Nations Unies s'occupent de la question palestinienne, qu'Israël représentait un grand danger pour leur indépendance politique, ainsi que pour leur développement économique et social. En effet, en 1956, et maintenant en 1967, le progrès économique et social des pays arabes a été arrêté en pleine expansion par une guerre de conquête menée par des étrangers de diverses nationalités. Sur le plan économique, l'agression commise par Israël et son occupation continue d'une partie importante du territoire arabe portent des préjudices économiques sans précédent aux peuples arabes. Dans le domaine social, un peuple entier est menacé d'émigration forcée et préméditée, son territoire est occupé et la discrimination raciale la plus perverse y est pratiquée. Les générations présentes et futures du peuple arabe sont menacées par les graves conséquences de l'agression israélienne, ainsi que par la violation du droit du peuple arabe de la Palestine à l'autodétermination. Il serait inadmissible de laisser se prolonger cet état de choses uniquement parce que certaines grandes puissances ont le désir de dominer la région et de mettre la main sur ses richesses, alors que tout ce que les pays arabes désirent c'est vivre dans la paix et dans l'espoir d'une vie plus prospère.

25. L'observateur de la République arabe unie se réserve le droit de reprendre la parole, le cas échéant, au cours du débat.

26. M. ATTIGA (Libye) reproche au représentant des autorités sionistes d'avoir commencé son intervention à dessein en termes humanitaires, en se réservant de soulever à la fin une question que le Conseil n'a même pas encore abordée. Les agissements des autorités sio-

nistes montrent le caractère fallacieux des intentions manifestées au début de cet exposé. Elles ont porté à la perfection l'art de parler de paix tout en faisant la guerre. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement puisqu'elles sont nées d'un acte d'agression ourdi à des milliers de kilomètres de la Palestine. M. Attiga relève à ce propos une déclaration du général commandant les forces aériennes israéliennes, parue dans le *Sunday Telegraph*, selon laquelle les 80 premières minutes du conflit seraient le fruit de 16 ans de préparation. Après avoir répété pendant des années qu'elles voulaient seulement vivre en paix et ne convoitaient nullement le territoire de leurs voisins, les autorités sionistes parlent maintenant d'annexer certains des territoires usurpés. C'est cette attitude de duplicité que M. Attiga a voulu démasquer. D'autre part, on peut se demander si un observateur a le droit de contester la compétence du Conseil dans tel ou tel domaine. M. Attiga se propose de revenir sur la question soulevée lorsque le Conseil l'abordera.

27. M. BUSNIAK (Tchécoslovaquie) accorde au représentant des autorités de Tel-Aviv que le Conseil économique et social ne saurait se substituer au Conseil de sécurité. Mais il est indéniable que le Conseil a qualité pour examiner la question dans le cadre du débat sur le point 2, étant donné qu'il s'agit des préjudices économiques causés à une très vaste échelle par l'agression d'Israël et des obstacles qu'elle a dressés sur la voie de la coopération internationale.

28. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la délégation de l'URSS a déjà eu l'occasion, au cours du débat (1486^e séance), d'exposer sa position quant aux répercussions économiques de l'agression d'Israël. Elle se réserve le droit d'en parler plus en détail lors de l'examen de sa proposition tendant à inscrire cette question à l'ordre du jour du Conseil. Elle ne juge pas utile de répondre à l'attaque lancée par l'observateur d'Israël, estimant que celle-ci n'aura guère impressionné les membres du Conseil.

29. Le PRÉSIDENT prononce la clôture du débat général sur le point 2.

La séance est levée à 17 h 30.